

Bonjour Monsieur Bonhomme,

Suite à votre lettre du 15 mai dans laquelle vous accusez la circonscription de Gouin d'être « un loup centriste dans la bergerie de gauche », nous, le Comité de coordination (COCO) de cette circonscription, devons vous répondre pour rectifier certaines allusions qui sont simplement fausses. Au-delà des divergences d'opinion que nous pouvons avoir sur les moyens d'atteindre nos objectifs communs, ceux de notre parti, nous devons, pour maintenir un niveau de discours qui conduira à des échanges productifs, présumer de la bonne foi de chacun. C'est pourquoi nous tenons à clarifier certains éléments.

Premièrement, sachez que Françoise David, ne siège pas au COCO de Gouin et n'a aucunement participé à l'élaboration des propositions, ni à leur adoption. Nous vous demandons donc, s'il-vous-plaît de préciser à vos lecteurs qu'il ne s'agit en rien d'une démarche qu'elle a initiée ou approuvée. Vous laissez également entendre que nos propositions se veulent une réponse à l'article de Louis Fournier paru dans le Devoir. Cela est non seulement faux, mais également impossible. En effet, ces propositions ont été soumises plusieurs semaines avant la parution de cet article et par conséquent n'y sont aucunement reliées. Ces propositions constituent une réponse à des constats découlant des nos expériences au sein du parti. Elles sont une tentative d'améliorer son fonctionnement et d'améliorer significativement ses résultats électoraux.

Pour ce qui est de l'esprit de nos propositions, c'est effectivement là qu'il y a une véritable différence entre nos points de vue. Cependant, nous souhaitons mentionner que ces propositions ont été faites dans l'optique d'accomplir le même objectif que vous défendez dans votre lettre : celui de faire de Québec solidaire le catalyseur d'une mobilisation sociale large capable de remplacer l'idéologie néolibérale qui nous impose l'austérité et nous empêche de sérieusement nous attaquer aux multiples crises auxquelles nous faisons face. Cependant, les approches que nous préconisons pour y arriver nous semblent bien différentes. Nous croyons fermement que pour réussir une telle mobilisation, notre programme doit s'éloigner, dans sa formulation, du dogmatisme idéologique pour pouvoir répondre aux priorités et aux aspirations d'une majorité de la population. L'écriture de notre programme n'est pas un exercice que nous effectuons strictement pour satisfaire notre désir de pureté idéologique. Il s'agit d'une proposition de projet de société que nous faisons à l'ensemble de la population. Il est de notre devoir et dans notre intérêt de le rendre le plus attirant possible pour le plus grand nombre possible. En ce sens, nous croyons que le programme doit éviter de s'embarquer dans des détails techniques ou dans l'énumération abusive de moyens spécifiques, mais plutôt représenter de la manière la plus inspirante possible les objectifs que nous voulons atteindre.

Si vous lisez attentivement, la vaste majorité de nos propositions ne changent en rien nos objectifs ni les moyens qu'il est possible d'utiliser pour les accomplir. Par exemple, notre proposition sur l'économie invite à un équilibre entre les différents secteurs de celle-ci pour atteindre nos objectifs en termes de bien commun. La nationalisation de certaines activités reste un moyen tout à fait envisageable pour atteindre cet équilibre. Cependant, nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de le mentionner explicitement dans le programme puisqu'il ne s'agit que d'un moyen pour atteindre notre objectif. Au nom de la précision, vous nous invitez à adopter les amendements de Crémazie, incluant, nous présumons (mais nous pouvons peut-être nous tromper) la proposition qui invite à « de sortir de la logique de l'appropriation privée ». Cette proposition, que nous interprétons comme une remise en question de la propriété privée, est un exemple par excellence de précisions superflues qui divisent et excluent plutôt que de rassembler et inspirer. De telles propositions représentent un obstacle important au type de mobilisation sociale que nous souhaitons tous réaliser. Une telle proposition envoie un message clair : si vous n'êtes pas idéologiquement pure, vous n'êtes pas les bienvenus dans notre parti. Notre proposition d'éliminer les cibles chiffrées de réduction de gaz à effet de serre va aussi dans le même sens. Pourquoi se limiter dans le programme à une cible précise qui devra, de toute façon, être inévitablement modifiée dans un futur proche et qui risque de nous entraîner dans un débat stérile sur des détails techniques? Notre proposition est formulée de manière à inspirer la population et a le mérite d'être claire sur notre objectif : être ambitieux en termes de réduction des GES. Cette proposition laisse également la porte grande ouverte pour développer, dans nos futures plateformes électorales, des plans de réduction beaucoup plus ambitieux que ce qui y est actuellement proposé, comme une économie carbone neutre ou négative, sans avoir besoin de procéder à une complexe modification de programme.

Pour ce qui est des propositions de modification des statuts, vous avez absolument raison d'y voir une volonté de donner plus de responsabilités au CCN. Cependant, notre objectif n'est pas d'effriter la démocratie interne du parti comme vous le laissez entendre, mais bien de permettre au parti d'avoir une plus grande réactivité aux événements et une plus grande flexibilité dans son action. Un national plus fort permettra aussi de fournir aux associations locales, en particulier les associations régionales et les circonscriptions non organisées, un meilleur support dans leur travail de mobilisation. Il ne faut pas oublier que les membres du CCN sont élus-es et que si les membres ne sont pas

satisfaits de leur travail, ils et elles auront le loisir de les remplacer. La proposition de réduire le nombre congrès fait suite aux discussions du dernier Conseil national. La plupart des associations trouvent extrêmes taxant en ressources et en énergie le fait de devoir préparer et participer à deux instances nationales chaque année. Il s'agit d'énergie et de ressources qui ne sont pas consacrées à la mobilisation et à la préparation électorale. Une fois le programme rédigé, un grand nombre de membres et d'associations ne voient plus la nécessité d'une telle fréquence.

La volonté de créer un poste de président-secrétaire général ne découle pas du désir de réduire la démocratie interne, mais bien au contraire de la volonté d'avoir un employé-e à temps plein élu-e par les membres et dédié-e au développement et à la gestion organisationnelle de notre parti. La création de ce poste permettra de contre balancer le pouvoir des employés non élu-es qui ont, selon nous, trop d'importance dans la gestion quotidienne du parti. Bref, malgré nos divergences d'opinion importantes sur plusieurs points, nous vous invitons à présumer de notre bonne foi et à croire que nous partageons le même objectif : faire élire un gouvernement solidaire pour mettre fin aux ravages du néolibéralisme et apporter des solutions concrètes aux multiples crises auxquelles nous faisons face. Notre démarche n'est pas une offensive de la droite menée par madame David (qui n'a, je le répète, ni participé, ni approuvé cette démarche). Il s'agit plutôt d'une tentative de bâtir un programme inspirant permettant une mobilisation sociale d'envergure et un parti efficace capable de prendre le pouvoir. Nous sommes contents de voir que nos propositions suscitent déjà un débat et qu'elles donneront lieu à des échanges constructifs lors du prochain congrès.

Au plaisir d'en discuter en personne,  
Le comité de coordination de Gouin

Bonjour camarades de la Coordination de Gouin

Merci de votre réponse. Les débats sont nécessaires pour développer et clarifier le programme. Tous et toutes sont en mesure d'en profiter quelque soient leurs accords ou désaccords. Avec vous, j'ai un accord sur les buts généraux que vous soulignez comme par exemple le rejet du néolibéralisme, l'atteinte de l'indépendance, la nécessité de la mobilisation. Nous sommes après tout dans le même parti pour cela. Au-delà de nos nombreux désaccords, vous soulevez la relation avec Françoise David et le rapport avec la lettre de Louis Fournier au Devoir.

Malgré vos précisions bienvenues, François David, porte-parole de facto « plus égale » que son camarade non élu, ne peut pas être indifférente aux résolutions de sa circonscription ni non plus les ignorer. Surtout que vos très nombreux amendements, particulièrement sur les statuts, vous mettent dans une catégorie à part tant quantitativement que qualitativement. Qu'elle l'ait désiré ou non, l'ensemble de l'œuvre devient de facto un ballon d'essai de sa part. Au congrès, elle aura l'obligation politique, à mon avis, à se situer vis-à-vis vos prises de position. Je suis surpris qu'elle ne l'ait pas déjà fait vis-à-vis la coordination de sa propre circonscription.

Il n'y a pas bien sûr de séquence temporelle entre la lettre de Louis Fournier et vos amendements et propositions. Il arrive qu'en politique un certain courant de pensée, mûrisse simultanément sur différentes branches du même arbre. L'indice révélateur d'une accointance est que pour rapetisser le CCN un des deux postes que vous souhaitez supprimer s'avèrent être dotés par une personne réputée plus à gauche dans le parti. Quant à la personne actuelle à la présidence, aussi réputée plus à gauche, non seulement perdrait-elle la présidence mais peut-être aussi son poste de porte-parole si le/la deuxième porte-parole est aussi député-e ce qui est possible selon votre proposition. Quant au poste de représentation de la permanence, il aurait été malaisé de ne pas demander sa suppression si on veut supprimer d'autres postes. L'existence de ce poste est étonnant pour plusieurs étant donné que siège déjà sur le CCN la coordonnatrice générale. Ceux et celles qui comme moi voulons minimiser la pesanteur de la permanence au sein du CCN, pourraient souhaiter aussi la disparition de ce poste... mais pas pour les mêmes raisons supposément de gouvernance efficiente.

Quant à vos propositions, « *c'est effectivement là qu'il y a une véritable différence entre nos points de vue* » comme vous le dites. Je ne crois pas que l'inscription dans le programme de cibles précises pour la diminution des GES relève du « *dogmatisme idéologique* » ou de « *la pureté idéologique* » ni que c'est « *s'embourber de détails techniques* ». Ces cibles pour 2030 et 2050, donc qui relèvent du programme et non de la plate-forme, sont un débat de société majeur auquel n'échappent ni les Libéraux fédéraux et québécois ni le PQ qui ont tous dû se compromettre. Ce serait le comble si notre parti s'esquivait. Les chiffres proposés relèvent de la science la plus rigoureuse (voir l'annexe). Le programme est en effet une série d'engagements le plus précis et rigoureux quand cela est possible et nécessaire, et ici ce l'est. Ceci dit, je ne serais pas du tout opposé à une cible spécifiquement ajusté pour le prochain mandat, disons 2025, au moment de rédiger la plate-forme. Et j'espère que notre parti qui a déjà publié un manifeste pour « *le dépassement du capitalisme* » se prononcera pour « *une remise en question de la propriété privée* » des transnationales et de la Finance.

Quant à vos propositions concernant les statuts, non seulement tendent-elles à la centralisation comme vous l'admettez mais elles affaiblissent directement la démocratie interne, par exemple en réduisant la fréquence des instances nationales et substantiellement le nombre de déléguées tout en restreignant le droit de parole. Je tiens à souligner en particulier votre attaque vitriolique contre les comités thématiques parce qu'elle causeraient, selon vous, l'inefficacité de la Commission politique en l'exposant à des agendas et objectifs non reliés aux intérêts du parti! Rien de moins! On comprend que vous vouliez vous débarrasser des cibles GES qui viennent du comité sur l'environnement. La libre parole militante semble vous déranger. Votre conception du parti est-elle une armée de bons soldats derrière une direction omnisciente et omnipotente?

Solidairement,  
Marc Bonhomme

## Annexe : Cibles scientifiquement réalistes et historiquement justes

Selon le Climate Action Tracker (CAT)<sup>1</sup>, « Le Canada a besoin de se fixer pour 2030 un objectif plus ambitieux de réduction des émissions industrielles de GES d'au moins 73% en dessous des niveaux de 2005 (67% en dessous des niveaux de 1990). [...] Pour atteindre sa part équitable des réductions d'émissions, les émissions du Canada auraient besoin d'être négatives en 2050. »<sup>2</sup> Rappelons que l'objectif canadien officiel, auquel adhère toujours le nouveau gouvernement Trudeau, n'est qu'une réduction de 14% d'ici 2030 par rapport à 1990 (30% par rapport à 2005). Comme quoi, « [e]n tre les oléoducs et Paris, Trudeau et les premiers ministres doivent choisir »<sup>3</sup>.

Un calcul semblable faite par l'IRIS pour le Québec l'amène à recommander une baisse des émissions de GES de 52.7% pour 2030 par rapport à 1990<sup>4</sup>. La cible de l'IRIS est calculée en fonction de limiter la hausse de la température terrestre à 2°C d'ici 2100 et non 1.5°C ce qu'a dû partiellement concéder la Conférence de Paris sous la pression d'une centaine de pays les plus vulnérables et de nombreuses associations écologiques<sup>5</sup>. De plus ces cibles ne tiennent pas compte de la nécessaire réduction des hydrocarbures non-énergétiques, par exemple les plastiques, dont la prolifération polluante fait sérieusement problème jusque dans les océans<sup>6</sup>. Or la résolution synthèse pour le congrès propose à juste titre « de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1.5 degrés Celsius » et « une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole ».

De plus, l'IRIS fait l'hypothèse que le Québec aura atteint en 2020 la cible gouvernementale d'une réduction de 20% alors que les moyens ne sont pas du tout au rendez-vous<sup>7</sup>. Finalement, l'IRIS fait partir ses calculs de 2013 alors que le budget carbone mondial du GIEC utilisé par l'IRIS part de 2011 et que chaque année retranche environ 4% du budget carbone devant durer jusqu'en 2100<sup>8</sup> car les émanations annuelles mondiales de GES ne diminuent pas tant s'en faut<sup>9</sup>. Ces quatre sérieuses insuffisances requièrent de hausser la cible pour 2030 proposée par l'IRIS de la moitié aux deux tiers.

C'est là une invitation au congrès Solidaire non pas de se débarrasser des objectifs du GIEC comme le demande la circonscription de Gouin mais de la nécessité de réviser à la hausse les actuelles cibles chiffrées du programme Solidaire (40% en 2020, 95% en 2050) qui sont devenues en-dessous de ce qui est nécessaire car elles reflètent les objectifs du rapport de 2007 alors que la réalité depuis a été pire que le scénario le plus pessimiste du GIEC en 2007<sup>10</sup>.

- 1 CAT est un consortium de recherche germano-néerlandais dont les évaluations des plans nationaux liés à la Conférence de Paris sur le climat font autorité et sont souvent citées (ex. Gérard Bérubé, [Du froid sur le réchauffement](#), Le Devoir, 5/11/15). Plusieurs dizaines de ses analystes sont des scientifiques faisant partie du GIEC.
- 2 [Climate Action Tracker's Assessment of Canada's INDC](#) — "Fair Share", ma traduction
- 3 Ricochet (editorial), [Pipelines or Paris? Trudeau and the premiers must choose](#), 3/03/16
- 4 Renaud Gignac et Bertrand Schepper, [Au-delà du jeu des comparaisons, une approche fondée sur la science et l'équité: le budget carbone du Québec](#), IRIS, octobre 2015 : Au nom du principe de la responsabilité historique différenciée, cet objectif suppose une convergence en 2035 des émanations des GES per capita pour tous les pays.
- 5 Alexandre Shields, [Une centaine d'États veulent une cible plus ambitieuse](#), Le Devoir, 11/11/16 : « À supposer que la cible soit respectée, l'idée de limiter la hausse du climat mondial à 2°C d'ici 2100 ne sera pas suffisante pour éviter que des centaines de millions d'êtres humains subissent des impacts majeurs liés aux bouleversements climatiques. »
- 6 Wikipédia francophone, [Vortex de déchets du Pacifique nord](#), visité le 22/05/16 : « Le vortex de déchets du Pacifique nord est une zone du gyre subtropical du Pacifique nord, aussi connue sous le nom de gyre de déchets, "soupe plastique", "septième" ou "huitième continent" ou "grande zone d'ordures du Pacifique" (GPGP pour Great Pacific Garbage Patch). Pour les océans, le terme "continent de plastique" est rencontré. Une zone similaire a été découverte dans le nord de l'océan Atlantique. »
- 7 Philippe Mercure, [GES: Québec «n'a rien en place» pour atteindre ses cibles, déplore un scientifique](#), La Presse plus, 18/03/16
- 8 Daniel Tanuro, [Climat, COP21 : état des lieux – La « quadrature du cercle » capitaliste](#), Moins ! Par ESSF, 22/04/16 : « Selon le 5e rapport du GIEC, le budget pour la période 2011-2100, pour avoir 66% de probabilité de rester sous les 2°C de réchauffement, était de 1000 gigatonnes. Or, on en émet annuellement environ 40 tonnes. Ne parlons donc même plus de l'objectif de 1,5°C, parce que le budget disponible était dans ce cas, en 2011, de 400 Gigatonnes seulement. On en a envoyé déjà 200 Gt dans l'atmosphère, restent donc 200, soit, au rythme actuel... 5 ans d'émissions à peine ! »
- 9 Global Carbon Project, [Carbon Budget 2015](#) : « Les émissions de dioxyde de carbone (CO2) provenant de la combustion des combustibles fossiles et de la production de ciment ont augmenté de 0,6% en 2014, avec un total de 9,8 ± 0,5 GtC (35,9 GtCO2) émis dans l'atmosphère. Ces émissions étaient les plus élevés dans l'histoire humaine et 60% de plus qu'en 1990... » (ma traduction, je souligne)
- 10 Alexandre Pouchard, [Climat : 5 rapports du GIEC, 5 chiffres alarmants](#), Le Monde, 4/11/14 : « Après une hausse de 0,85 °C en moyenne entre 1880 et 2012, l'augmentation des températures moyennes à la surface de la planète pourrait atteindre 4,8°C à l'horizon 2100 par rapport à la période 1986-2005, dans le scénario le plus pessimiste, c'est-à-dire si les émissions de gaz à effet continuient à leur rythme actuel... [...] Chaque rapport du GIEC réévalue à la hausse ses projections pour le siècle à venir. En 1990, le premier d'entre eux prévoyait une hausse maximale de 3 °C de la température moyenne du globe à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, le deuxième une augmentation de 3,5 °C, puis 3,6 °C en 2001 avant une prévision maximale à 4 °C en 2007. »